CE MONDE QUI BOUGE

Comment se débarrasser de Kadhafi ?

C'est en fait la question sur laquelle a planché mardi à Londres le «groupe de contact», rassemblant les 40 chefs de diplomatie, dont la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Otan, de l'UE, de certains pays arabes (mais sans l'Algérie et l'Égypte), et de représentants de l'ONU. L'après-Kadhafi était peut-être en train de se jouer dans la capitale britannique.

Lundi, dans une déclaration conjointe, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique, à l'origine de cette rencontre, avaient plus ou moins cherché à en définir le cadre. Estimant avec retard que «l'action militaire n'est pas un objectif en soi», ils s'étaient prononcés pour «une initiative franco-britannique pour une solution politique», avant de réitérer leur exigence de départ immédiat du dictateur libyen. Décodé, les deux dirigeants prônaient en réalité un changement de régime que le mandat onusien n'autorise pas. Une solution à laquelle la Turquie et l'Allemagne s'opposent. Ces deux pays soupçonnent, sans le proclamer publiquement, le duo franco-britannique de tenter de contourner la résolution 1973 de l'ONU.

Londres et Paris savent, en effet, que cette résolution autorisant une zone d'exclusion aérienne sur la Libye limite leur intervention : ils ne peuvent ni envoyer de troupes au sol ni d'experts militaires pour encadrer les insurgés libyens. D'autant que ces derniers ont libéré des villes sans tirer un coup de feu, sinon en l'air pour manifester une victoire militaire à laquelle ils n'ont pris aucunement part, et qu'ils doivent plus aux bombardements aériens qu'à leur engagement sur le terrain.

Même Barack Obama, dont le pays est pourtant en pointe dans l'intervention en Libye, assurant plus de la moitié des frappes aériennes, s'est montré sceptique. «Evidemment, il ne fait aucun doute que la Libye et le monde se porteraient mieux si Kadhafi n'était plus au pouvoir (...) Mais élargir notre mission pour y inclure un changement de régime serait une erreur», a-t-il déclaré lundi lors d'une allocution télévisée. Citant l'exemple de l'Irak, le président américain a ajouté que «le changement de régime là-bas a pris huit ans, coûté des milliers de vies américaines et presque 1 000 milliards de dollars. Nous ne pouvons pas nous permettre de répéter cela en Libye» ! «Un changement de régime est très compliqué», prévenait son secrétaire d'Etat à la défense Robert Gates. Alors que l'ancien chef de la diplomatie allemande,Franck walter Steinmeier, assurait dans la presse de son pays qu'il n'a «jamais vu» dans sa «carrière une décision d'intervention militaire aussi influencée par les intérêts nationaux d'un Etat». Soupçonnant «la France, qui entretenait des relations étroites avec la Libye et Kadhafi» de ressentir «le besoin de couvrir ses agissements par une intervention militaire» !

De ce fait, autant dire que la suite des opérations s'avère délicate. Et que la présence du Conseil national de transition libyen (CNT) à Londres, que seule la France et le Qatar ont reconnu — ce dernier a même signé un contrat d'exploitation pétrolière avec lui — mais sans être autorisé à siéger autour de la table, n'a pour seul et unique but que de convaincre les pays réticents à adhérer à la solution d'un changement de régime en Libye inscrite en filigrane dans la démarche franco-britannique.

Le CNT, dont on sait peu de choses, sinon que son président, l'ancien ministre de la Justice, Mohamed Abdeljalil, était en 2007 l'un des plus acharnés à refuser la libération des infirmières bulgares accusées d'avoir inoculé le virus du sida à des enfants libyens, s'est prononcé pour «l'établissement d'une société libre et démocratique» ! A voir !

Par Hassane Zerrouky

En attendant, alors que sur le terrain les choses se compliquent à nouveau pour les insurgés, Mouammar Kadhafi, qui promettait la défaite aux forces occidentales, a appelé à cesser les frappes aériennes.

H. Z.

ABDERRAHMANE MOSTEFA SUR LES TRACES DES TORTURES DE LA DZIRA

Aïn-Sefra : *Ciel, soleil, tortionnaires*

Ciel, soleil, tortionnaires, est un film en cours de réalisation par le cinéaste Abderrahmane Mostefa.

Le film retrace les moments atroces des torturés de la Dzira. Des rescapés encore en vie témoignent du génocide durant la guerre de libération.

Le drame s'est déclenché à Aïn-Sefra au lieu-dit la Dzira, situé au bas de Djebel Mekhter, à quelques encablures du centre-ville, encerclé par deux barrages, l'un miné et l'autre électrifié.

La Dzira verdoyante devenue un camp de torture et de mort et les dunes, lieu d'enfouissement des martyrs.

Un camp spécialement aménagé pour torture et dont l'auteur, le fondateur n'est autre que le sinistre colonel Deseze (ancien putchiste), commandant la 2e Région, avec la complicité pleine et entière du commandant Met, chef d'état-major, le capitaine Camus, chef du 2e bureau, le sergent-chef Cadars (ancien collaborateur de Vichy), les «délégués» à la «torture», le lieutenant Jutiez, chef de camp, le lieutenant Fouchet, le traître et criminel lieutenant D. A. (Algérien), le sous-lieutenant Martin du 17e Régiment, les gendarmes Lefloch, Attelyn, Ferrer et de nombreux auxiliaires.

Un camp tenu dans le secret total, et ce, pour mener à terme la sale et criminelle besogne contre les moudjahidine de l'intérieur et contre la population et où le rudoiement perpétré était d'une telle intensité dramatique, qu'on tremble au plus profond de son être devant l'horreur des massacres et des pratiques barbares.

Abderrahmane Mostefa.

Nul ne peut rester insensible devant pareilles atrocités particulièrement odieuses, qui n'ont rien à envier à celles des camps nazis et sionistes, témoignent les rescapés.

Le génocide perpétré par le colonialisme au camp de la Dzira-Aïn-Séfra peut être compté parmi les événements les plus marquants de l'histoire du FLN/ALN.

Notons, enfin, que le cinéaste Abderrahmane Mostefa a déjà réalisé un film en ce sens intitulé *Les cuves de la mort*.

B. Henine

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Ça déménage !

Annonce. Pour cause de bouchons monstres et de désagréments sonores quotidiens et massifs vend à prix sacrifié appartement haut standing à Alger, dans le quartier…

… du Golf, à deux pas du fleuriste !

Je savais bien qu'au final, qu'au bout du bout, Abdekka céderait. Ça ne pouvait plus durer comme ça. C'était devenu intolérable. Un rassemblement d'enseignants contractuels de jour comme de nuit, plusieurs jours de suite, c'était ingérable à la longue. D'autant plus ingérable que les enseignants ont été vite rejoints par les chômeurs du Sud, eux-mêmes rejoints par les militaires retraités, eux-mêmes rejoints par les gardes communaux, eux-mêmes rejoints par les familles victimes du terrorisme, elles-mêmes talonnées par les familles de disparus. Comment justifier aux yeux de l'opinion nationale, mais surtout aux yeux de l'opinion internationale que le parvis de la présidence algérienne soit devenu le théâtre des colères citoyennes et le lieu où se retrouvent tous les manifestants du pays en mal de Place ? Au fil des jours, c'était devenu carrément le lieu de ralliement convenu. Il suffisait de la moindre étincelle, du plus petit des conflits d'entreprise ou de branche d'activité pour qu'une nouvelle portion de trottoir présidentiel soit squattée. Pas de viande à la cantine du Club de Ski de Hassi Messaoud et hop ! Voilà les moniteurs slalomant à toute allure vers El-Mouradia ! Une dispute autour d'une coopérative avicole dans le périmètre agricole de Hydra, et voilà les poules en cohortes serrées se dirigeant droit sur la présidence. Non ! Assurément, ce «désordre» ne pouvait durer, et le châtelain n'était plus en mesure de supporter un tel siège. Alors, Abdekka est monté enfin au créneau et a réagi. De manière pondérée mais ferme. Avec l'assurance de l'homme d'action qui sait prendre les décisions qui s'imposent dans l'urgence. Sans céder malgré tout à la précipitation. Dans un communiqué où chaque mot, chaque virgule semblent avoir été pesés au gramme près, nous pouvons lire ceci : «Face à la multiplication des mouvements sociaux et des rassemblements de contestation sous ses fenêtres, la présidence de la République est heureuse d'informer la population et l'opinion de la délocalisation et le déménagement de tous ses services. Dans un souci de bonne circulation de l'information, la présidence rendra publique sa nouvelle adresse dès demain. 1er avril.» Voilà ! Voilà ce que j'appelle être à la hauteur des attentes de son peuple. Savoir répondre à la détresse de sa population, moniteurs de ski de Hassi Messaoud et aviculteurs d'Hydra en tête ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.